

# Programmes gouvernementaux de soutien à l'emploi :

les perspectives des PME de la région de l'Atlantique

Mai 2024



## Table des matières

Programmes de soutien à l'emploi des provinces de l'Atlantique.....	2
Faits saillants du rapport .....	3
Utilisation des programmes de soutien à l'emploi par les PME.....	4
Analyse des programmes de soutien à l'emploi de l'angle des PME.....	5
Autres soutiens gouvernementaux offerts aux PME de l'Atlantique .....	10
Recommandations.....	11
Annexe .....	12
Notes de fin .....	14

## Programmes de soutien à l'emploi des provinces de l'Atlantique

Les programmes de soutien à l'emploi font partie des mesures instaurées par les gouvernements provinciaux pour s'attaquer au chômage et au sous-emploi au sein de la population active. Comme illustré dans l'annexe, ces programmes sont financés par le gouvernement fédéral dans le cadre d'ententes sur le développement du marché du travail (EDMT) et d'ententes sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO). Ils visent à améliorer les résultats des provinces sur le marché du travail en augmentant l'employabilité des personnes et en les mettant en contact avec les employeurs. Certains programmes de soutien à l'emploi offrent aux employeurs des avantages comme des subventions salariales, l'accès à des bassins de talents et des processus de recrutement accélérés. Le présent rapport évalue les programmes de soutien à l'emploi offerts aux petites et moyennes entreprises (PME). Il analyse l'efficacité des programmes administrés par les provinces de l'Atlantique en fonction des résultats du sondage *Efficacité des programmes provinciaux de soutien à l'emploi*, mené en 2023 par la FCEI auprès des PME de l'Atlantique. Le rapport évalue les résultats, les avantages perçus et les expériences des PME ayant utilisé ces programmes, ainsi que les facteurs ayant empêché les PME d'utiliser ces programmes ou les ayant obligés à y mettre fin.

Les programmes de soutien à l'emploi offerts aux employeurs de l'Atlantique se répartissent en trois catégories<sup>1</sup> :

- **Subventions salariales** : Ces subventions réduisent les coûts d'embauche des employeurs en finançant une partie des salaires des employés. Pour certains employeurs, elles constituent un incitatif pour l'embauche. Les programmes de subventions salariales peuvent s'adresser à certains domaines ou secteurs, ou à des entreprises de certaines tailles. Ils peuvent aussi être réservés à certaines catégories d'employés (p. ex., étudiants, minorités visibles, personnes handicapées).
- **Jumelage emploi-travailleur** : Ces programmes visent à jumeler des personnes au chômage à des employeurs ayant des postes vacants. Ils facilitent l'accès des employeurs aux travailleurs, y compris ceux qu'ils n'embaucheraient pas habituellement (p. ex., jeunes, nouveaux arrivants, travailleurs âgés). Les programmes de jumelage emploi-travailleur peuvent diminuer les coûts du recrutement et le temps passé à chercher des candidats.
- **Partenariats pour le marché du travail** : Ces programmes visent à aider les employeurs à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies afin de répondre aux besoins en ressources humaines et à relever les défis qu'entraînent les changements de la main-d'œuvre (p. ex., expansion, réduction des activités, adoption de nouvelles technologies). Le financement obtenu dans le cadre de ces programmes peut être utilisé pour couvrir les salaires, les coûts liés à la recherche ou d'autres dépenses admissibles.

## Faits saillants du rapport

- Dans les provinces de l'Atlantique, environ 9 propriétaires de PME sur 10 trouvent important que le gouvernement aide les employeurs à faire face aux pénuries de main-d'œuvre<sup>2</sup>.
- Environ la moitié (47 %) des PME de l'Atlantique ont utilisé un programme de soutien à l'emploi.
- Près de la moitié (45 %) des propriétaires de PME ne savent pas s'ils sont admissibles, ce qui explique leur réticence à présenter une demande pour ces programmes.
- Les pénuries de main-d'œuvre seraient une préoccupation majeure pour environ 50 % des propriétaires de PME du Canada atlantique; pourtant, près de la moitié (45 %) d'entre eux ne connaissent pas les programmes de soutien à l'emploi. Cela indique que les gouvernements provinciaux doivent les promouvoir davantage.
- Ces programmes se sont avérés inefficaces pour environ 30 % des PME qui les ont utilisés, l'incapacité à trouver des travailleurs qualifiés étant la raison mentionnée le plus souvent.
- Parmi les PME qui ont utilisé les programmes de soutien à l'emploi, 1 sur 5 compte cesser de les utiliser, surtout en raison du fardeau administratif trop important (29 %) ou parce que le programme n'a pas répondu à leurs besoins (25 %).
- Les PME qui ont utilisé ces programmes jugent « médiocres » la facilité à remplir les demandes et le délai avant d'être mis en contact avec un candidat.
- Pour résoudre les défis que rencontrent les PME avec les programmes de soutien à l'emploi, nous recommandons aux gouvernements des provinces de l'Atlantique de prendre les mesures suivantes :
  - Faire participer les propriétaires de PME à l'élaboration et à la conception de ces programmes;
  - Améliorer le marketing et la promotion de ces programmes;
  - Évaluer et éliminer le fardeau administratif qui accompagne ces programmes;
  - Améliorer la clarté et l'accessibilité des programmes et en simplifier les exigences;
  - Effectuer régulièrement des audits de ces programmes.



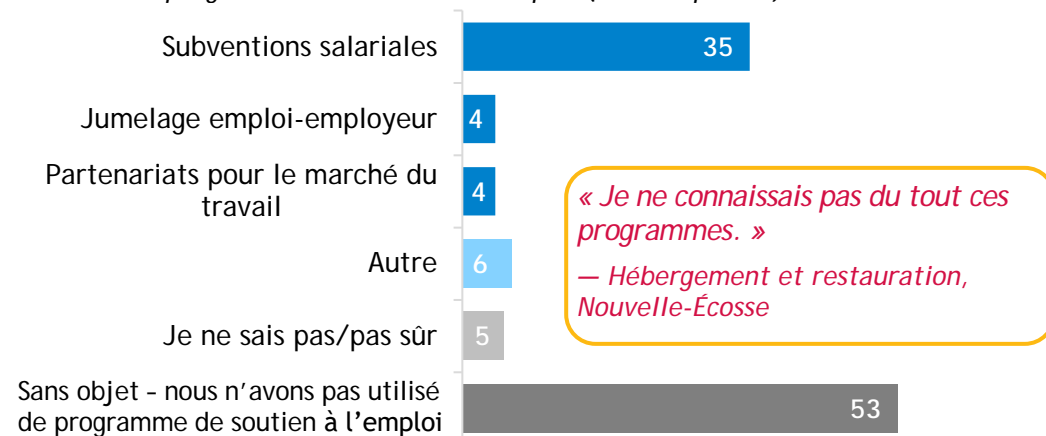
## Utilisation des programmes de soutien à l'emploi par les PME

Dans les provinces de l'Atlantique, plus d'une PME sur deux (53 %) n'a pas utilisé de programmes de soutien à l'emploi malgré les pénuries de main-d'œuvre (figure 1). Les raisons les plus souvent mentionnées par les propriétaires de PME étaient parce qu'ils ne les connaissaient pas et parce qu'ils ne savaient pas s'ils étaient admissibles (figure 2). Les programmes les plus populaires auprès des PME qui les ont utilisés étaient les subventions salariales (35 %), puis les services de jumelage emploi-employeur (4 %) et les partenariats pour le marché du travail (4 %). Les réponses « Autre » comprenaient les programmes d'immigration et les programmes fédéraux de soutien à l'emploi.

Figure 1

### Moins de la moitié des PME de l'Atlantique ont utilisé ces programmes<sup>3</sup>

Utilisation des programmes de soutien à l'emploi (% des réponses)



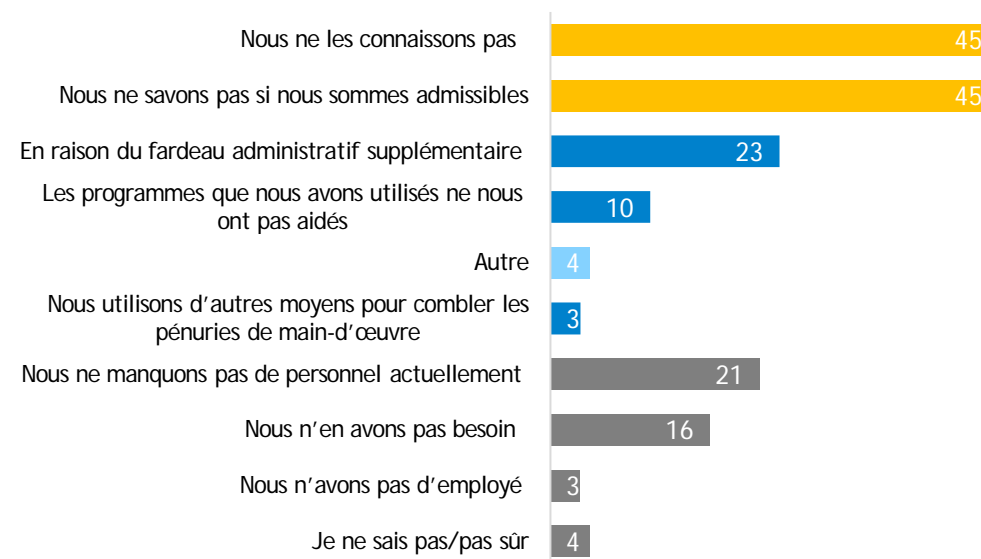
Ces programmes peuvent offrir de la valeur aux PME, mais les gouvernements des provinces de l'Atlantique doivent mieux les promouvoir pour s'assurer qu'elles les connaissent et qu'elles peuvent en tirer parti.

Les propriétaires de PME ont peu de temps et de ressources à consacrer à la recherche de programmes de soutien à l'emploi. Par conséquent, près de la moitié d'entre eux (45 %) ne les connaissent pas, et environ la même proportion d'entre eux (45 %) ne savent pas s'ils sont admissibles.

Figure 2

### Près de la moitié des PME de l'Atlantique ne connaissent pas ces programmes<sup>4</sup>

Motifs de la non-utilisation des programmes de soutien à l'emploi (% des réponses)



Près du quart (23 %) des propriétaires de PME n'utilisent pas de programmes de soutien à l'emploi à cause du fardeau administratif qui s'y rattache. Ils ont indiqué que ces programmes exigeaient beaucoup de paperasse (longs formulaires, exigences de déclaration coûteuses, délais d'attente, etc.), ce qui les empêchait d'y participer. Parmi les propriétaires qui ont utilisé ces programmes, 1 sur 10 y a mis fin parce qu'ils n'ont pas répondu à ses besoins.

« Nous connaissons maintenant les programmes et les utiliserons dans des cas où nous savons que nous serons admissibles »

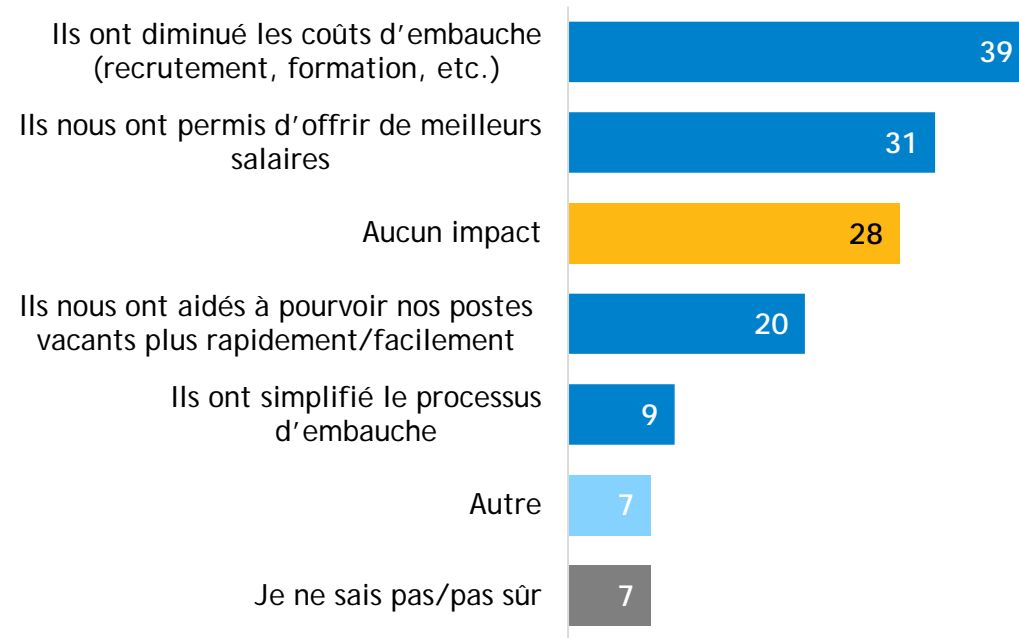
— Services professionnels, Île-du-Prince-Édouard

## Analyse des programmes de soutien à l'emploi de l'angle des PME

Figure 3

Presque 3 propriétaires de PME sur 10 disent que les programmes n'ont pas eu d'impact sur leur entreprise<sup>5</sup>

Impact des programmes de soutien à l'emploi sur les PME (% des réponses)



### Les programmes de soutien à l'emploi manquent de valeur

Près du tiers des propriétaires de PME qui ont utilisé ces programmes affirment qu'ils n'ont eu aucun impact sur leur entreprise. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette réponse, comme le manque de candidats qualifiés ou les délais administratifs. Cela indique qu'il est important que les gouvernements des provinces de l'Atlantique fassent participer les PME au processus d'élaboration et de conception des programmes de soutien à l'emploi pour qu'ils répondent à leurs besoins en matière de main-d'œuvre.

### Certains propriétaires de PME mentionnent des avantages

L'utilisation de ces programmes a été bénéfique pour plusieurs PME du Canada atlantique : ils ont diminué les coûts d'embauche (40 %), ils ont permis d'offrir de meilleurs salaires (31 %), ils ont aidé à pourvoir des postes vacants plus rapidement (20 %) et ils ont simplifié le processus d'embauche (9 %).

« L'information doit être plus facilement accessible pour les entreprises. Avec le manque de personnel, nous n'avons pas le temps de chercher des programmes. »  
– Hébergement et restauration, Terre-Neuve-et-Labrador

« Notre entreprise est très petite, alors je ne pense pas que nous soyons admissibles, et personne ne nous a parlé de ces programmes. »

– Commerce de détail, Nouvelle-Écosse

### Évaluation des programmes de soutien à l'emploi par les PME

Les programmes de soutien à l'emploi ciblent principalement les employés et visent à soutenir les personnes au chômage ou sous-employées. Par conséquent, l'évaluation de ces programmes par les gouvernements est souvent axée davantage sur les résultats des chercheurs d'emploi ou des employés que ceux des employeurs. Ces programmes devraient être conçus pour apporter de la valeur à la fois aux employés et aux employeurs, surtout les PME qui sont frappées par les pénuries de main-d'œuvre, l'augmentation constante des coûts d'exploitation et des niveaux d'endettement sans précédent<sup>6</sup>.

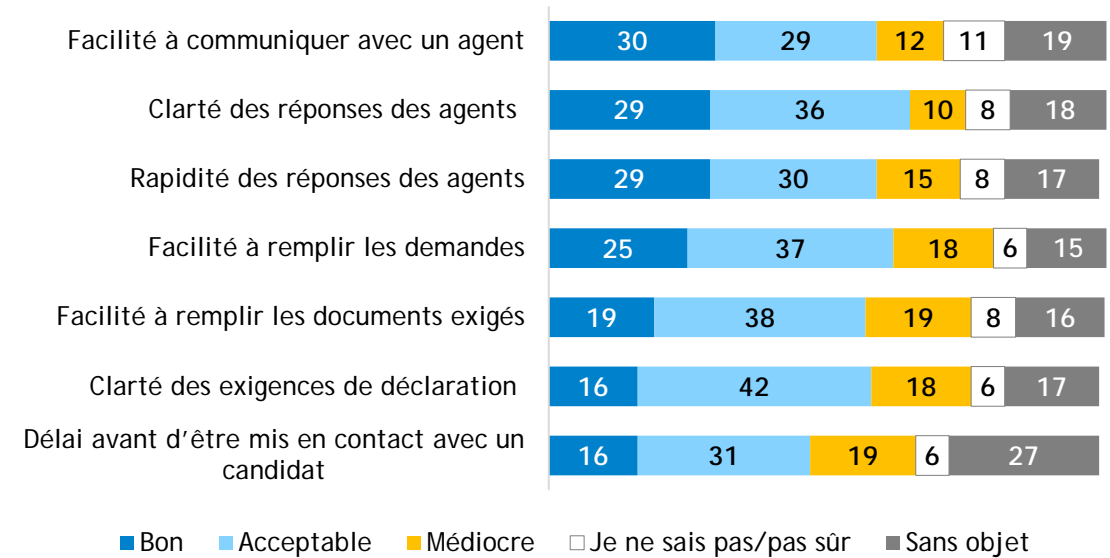
Pour mieux comprendre l'expérience des PME concernant les programmes de soutien à l'emploi, nous leur avons posé une série de questions visant à évaluer divers aspects de ces programmes. Tous les aspects, sauf l'accessibilité des agents, ont été évalués en moyenne « acceptables » par les propriétaires de PME (figure 4). La facilité à communiquer avec un agent (30 %), la rapidité des réponses des agents (29 %) et la clarté des réponses des agents (29 %) ont reçu la meilleure évaluation, soit « bon ».

Les propriétaires de PME de l'Atlantique ont sévèrement jugé les aspects administratifs des programmes de soutien à l'emploi. En effet, ils ont donné l'évaluation « médiocre » aux aspects « facilité à remplir les demandes » (19 %) et « clarté des exigences de déclaration » (18 %). Cela veut dire une chose : les gouvernements des provinces de l'Atlantique doivent simplifier les processus administratifs et les procédures de demande des programmes de soutien à l'emploi. Cette approche réduira la paperasserie inutile imposée aux PME qui veulent utiliser ces programmes.

Figure 4

### Les aspects des programmes sont « acceptables » selon les propriétaires de PME<sup>7</sup>

Évaluation des aspects des programmes de soutien à l'emploi par les PME (% des réponses)



« Les programmes de soutien à l'emploi n'aident pas les entreprises. Ils sont bien trop contraignants et coûteux en temps et en efforts pour le peu d'avantages qu'ils apportent. Et encore là, on n'obtient pas de soutien concret immédiatement. »  
 — Commerce de détail, Terre-Neuve-et-Labrador

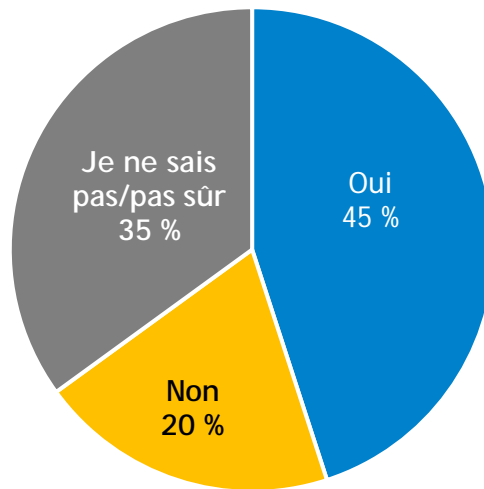
### 1 PME sur 5 cessera d'utiliser les programmes de soutien à l'emploi

Parmi les propriétaires de PME qui ont utilisé des programmes de soutien à l'emploi (47 %)⁸, 45 % comptent continuer de les utiliser, tandis que 20 % ne comptent plus les utiliser, et 35 % ne savent pas s'ils continueront de les utiliser (figure 5). La forte proportion de propriétaires qui ont répondu « Je ne sais pas/pas sûr » remet en doute la valeur et l'efficacité de ces programmes.

Figure 5

#### 20 % des propriétaires de PME cesseront d'utiliser ces programmes⁹

*Plans des PME concernant la poursuite des programmes de soutien à l'emploi (% des réponses)*



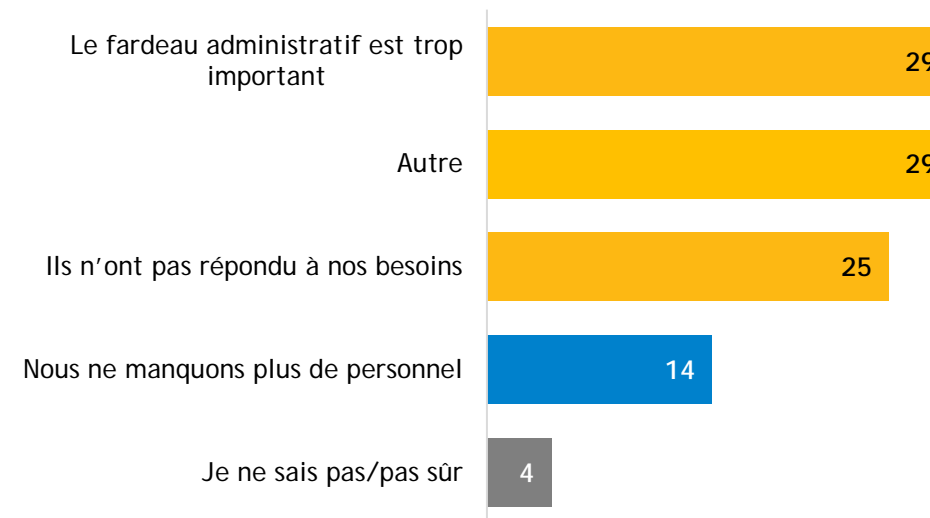
### L'important fardeau administratif empêche les PME d'utiliser les programmes de soutien à l'emploi

Près de 30 % des propriétaires de PME ont dit avoir cessé d'utiliser les programmes de soutien à l'emploi en raison du fardeau administratif associé (figure 6). Comme mentionné précédemment, le recours à ces programmes peut être coûteux pour les PME. La paperasse est généralement effectuée par les propriétaires d'entreprise, qui travaillent déjà en moyenne 54 heures par semaine, soit l'équivalent d'une semaine de 8 jours à raison de 7 heures par jour<sup>10</sup>. Ces programmes devraient être conçus de sorte que les procédures et le processus de demande n'alourdissent pas le fardeau des PME.

Figure 6

#### Le fardeau administratif empêche les PME d'utiliser ces programmes<sup>11</sup>

*Raisons de cesser d'utiliser les programmes de soutien à l'emploi (% des réponses)*





### Inefficacité des programmes de soutien à l'emploi

Le quart (25 %) des propriétaires de PME ont indiqué que les programmes de soutien à l'emploi n'avaient pas répondu à leurs besoins (figure 6). Cette insatisfaction à l'égard des résultats peut être attribuable à une inadéquation des compétences, au manque de qualification des candidats (non qualifiés ou sous-qualifiés), ou au manque de candidats en général. Les gouvernements de l'Atlantique doivent s'assurer que les PME obtiennent les avantages promis des programmes de soutien à l'emploi. Ils pourraient par exemple mener des audits réguliers pour évaluer les résultats des PME participantes et rendre ces résultats publics. Ils pourraient également consulter les propriétaires de PME et tenir compte de leurs commentaires lorsqu'ils élaborent ces programmes.

« Trop de paperasse et de formalités administratives. Ça ne vaut même pas l'effort. »  
– Commerce de détail, Terre-Neuve-et-Labrador

« Nous avons utilisé un programme une fois, mais ça demande trop de formation, trop de paperasse. »  
– Commerce de détail, Nouvelle-Écosse

Figure 7

## Raisons de cesser d'utiliser les programmes de soutien à l'emploi

“

Je pourrais embaucher, mais j'aurais besoin d'une subvention. Je ne pense pas que ce soit pour moi.

– Hébergement et restauration, Nouveau-Brunswick

“

Nous ne sommes plus admissibles.

– Construction, Nouvelle-Écosse

“

Aucun programme disponible.

– Hébergement et restauration, Nouvelle-Écosse

“

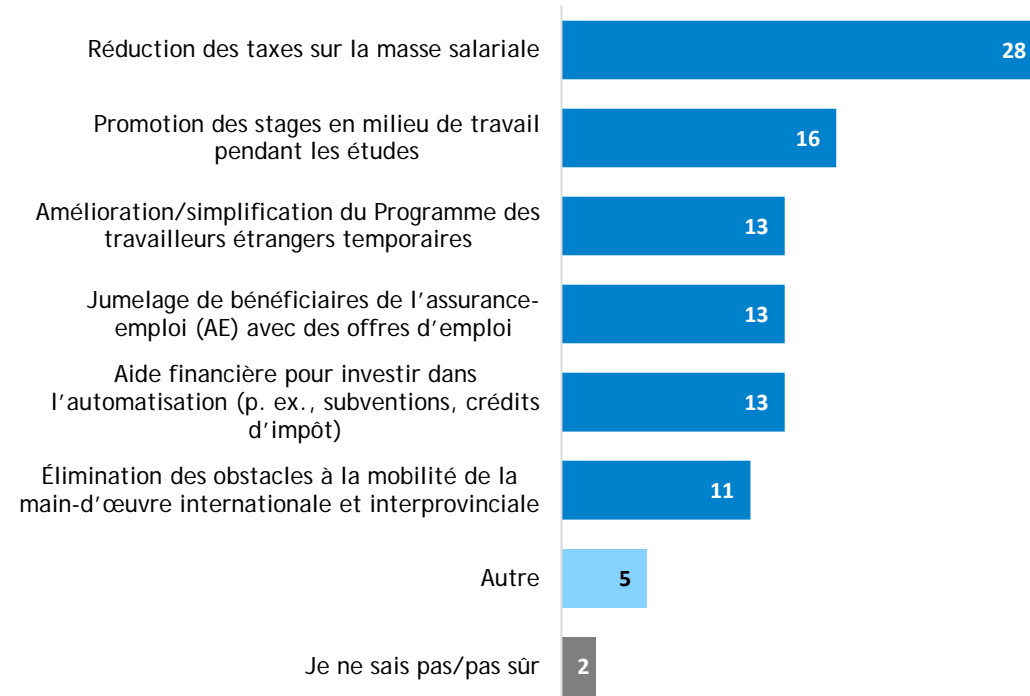
Les subventions salariales n'étaient offertes que pendant la pandémie. Nous ne sommes plus admissibles.

– Services sociaux, Nouvelle-Écosse



## Autres soutiens gouvernementaux offerts aux PME de l'Atlantique

Figure 8  
**Autres soutiens gouvernementaux pour les PME de l'Atlantique** <sup>12</sup>.  
*Types de soutien gouvernemental que les PME aimeraient voir instaurer (% des réponses)*



Près du tiers (28 %) des propriétaires de PME de l'Atlantique aimeraient que leur gouvernement réduise les taxes sur la masse salariale. Celles-ci influencent les décisions en matière de dotation. Des taxes élevées sur la masse salariale augmentent les coûts d'embauche et découragent les propriétaires d'accroître leur effectif, même dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre. Ainsi, la réduction des taxes sur la masse salariale pourrait aider les PME à obtenir de la main-d'œuvre.

De plus, 16 % des propriétaires de PME des provinces de l'Atlantique aimeraient également que leur gouvernement facilite les placements coopératifs et les stages au secondaire et à l'université. Un récent rapport de la FCEI recommande aux gouvernements provinciaux d'intégrer l'expérience professionnelle aux programmes scolaires pour les élèves du secondaire et d'élargir les programmes de formation professionnelle, en particulier les programmes d'apprentissage<sup>13</sup>. Ces mesures augmenteraient l'accès des PME à la main-d'œuvre et pourraient atténuer les pénuries de main-d'œuvre.

Le même pourcentage (13 %) de propriétaires de PME aimeraient que le gouvernement fédéral améliore le Programme des travailleurs étrangers temporaires et que les gouvernements provinciaux facilitent le jumelage de bénéficiaires de l'assurance-emploi (AE) avec des offres d'emploi et fournissent une aide financière pour investir dans l'automatisation (p. ex., subventions, crédits d'impôt). De plus, 11 % des propriétaires de PME de la région de l'Atlantique souhaiteraient qu'on élimine les obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre internationale et interprovinciale, ce qui leur permettrait d'accéder à un bassin supplémentaire de travailleurs.

## Recommandations

Voici des recommandations générales pour le Canada atlantique qui pourraient être adoptées par les autres provinces. Les gouvernements provinciaux devraient prendre les mesures suivantes :

1. Mener régulièrement des consultations auprès des PME et les faire participer à l'élaboration et à la conception des programmes de soutien à l'emploi.
2. Améliorer le marketing et la promotion des programmes de soutien à l'emploi auprès des PME.
3. Évaluer le fardeau administratif des programmes actuels de soutien à l'emploi et modifier ceux qui imposent de la paperasse inutile.
4. S'assurer que les programmes de soutien à l'emploi sont clairs, facilement accessibles et assortis d'exigences simples que les PME peuvent respecter.
5. Mener régulièrement des audits des programmes de soutien à l'emploi portant sur les résultats des PME et rendre ces résultats publics.

## Annexe

Depuis des années, les PME des provinces de l'Atlantique évoluent dans un marché du travail caractérisé par le vieillissement de la population, des écarts de compétences et des niveaux d'immigration relativement bas. Par conséquent, les PME font face à un manque de main-d'œuvre qui nuit au bon déroulement de leurs activités.

Les programmes de soutien à l'emploi comptent parmi les initiatives les plus financées pour s'attaquer au chômage, au sous-emploi, aux écarts de compétence, aux postes vacants et à la formation dans les provinces de l'Atlantique. Le gouvernement fédéral finance la conception, l'élaboration et l'exécution des programmes de soutien à l'emploi dans le cadre d'ententes sur le développement du marché du travail (EDMT) et d'ententes sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO).

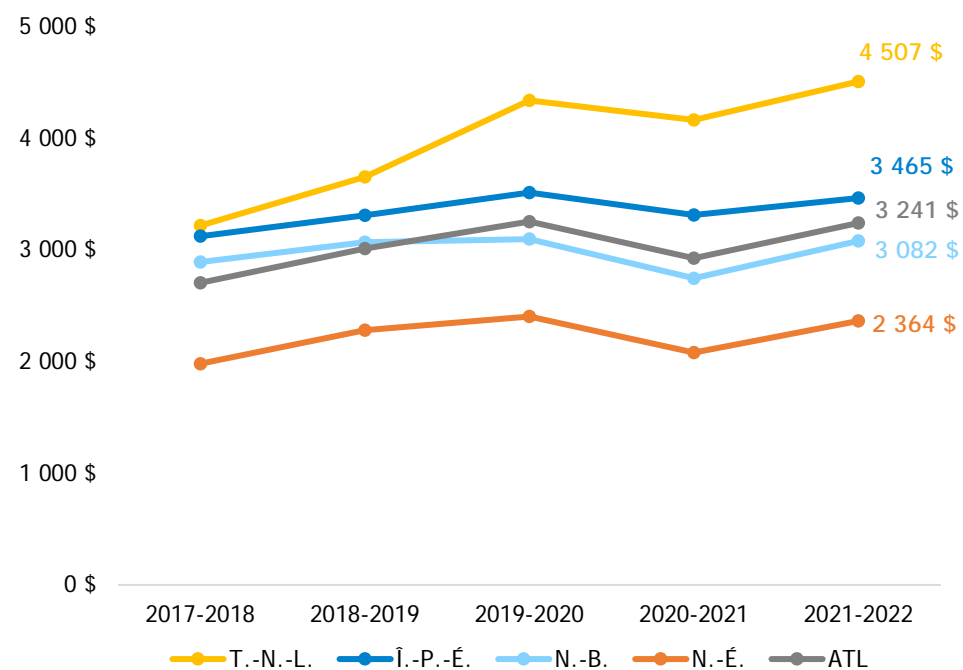
Habituellement, le financement octroyé dans le cadre des EDTM et des EDMO augmente annuellement (tableaux 1 et 2). Cependant, le budget fédéral 2024 a coupé les 625 M\$ supplémentaires qui étaient alloués aux EDTM et aux EDMO depuis 2017. Cette réduction budgétaire devrait affecter les organisations qui aident les personnes au chômage et diminuer le financement par province.

Tableau A1 : Financement total EDTM pour toutes les provinces de l'Atlantique (2017-2022)<sup>14</sup>

	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Montant (en M\$)	333	349	356	393	398

**Ententes sur le développement du marché du travail (EDMT)** - Le gouvernement fédéral fournit plus de 300 M\$ annuellement<sup>15</sup> en financement EDTM (tableau 1) pour que les provinces de l'Atlantique administrent des programmes de soutien à l'emploi (subventions salariales, aide à l'emploi et subventions pour la formation et le perfectionnement). À l'exercice 2021-2022, les EDTM ont permis d'accorder un financement d'environ 3 200 \$ en moyenne par chômeur dans les provinces de l'Atlantique (figure 1).

Figure A1: Financement EDTM par chômeur<sup>16</sup>





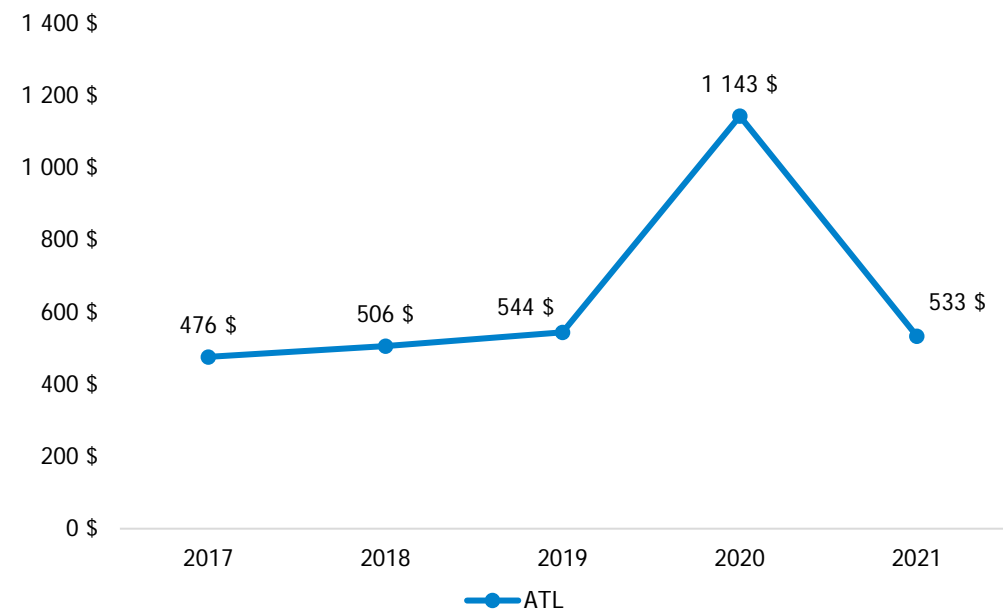
**Ententes sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO)** - Les programmes élaborés dans le cadre d'EDMO visent principalement à améliorer les résultats sur le marché du travail des personnes sous-employées et sous-représentées. Toutefois, certains offrent du soutien aux employeurs qui ont besoin de subventions salariales pour former leurs employés ainsi que du financement pour la formation payée par l'employeur.

Tableau A2 : Financement total EDMO pour toutes les provinces de l'Atlantique (2017-2022)<sup>17</sup>

	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021 <sup>18</sup>	2021-2022
Montant (en M\$)	58,6	58,6	59,5	153,5	65,5

Les EDMO fournissent environ 500 \$ en moyenne par chômeur dans les provinces de l'Atlantique (figure 2).

Figure A2 : Financement EDMO par chômeur<sup>19</sup>



## Notes de fin

---

<sup>1</sup> D'autres types de programmes de soutien à l'emploi sont offerts dans les provinces de l'Atlantique; toutefois, les trois programmes dont il est question sont offerts dans les quatre provinces. Le nom des programmes peut varier d'une province à l'autre.

<sup>2</sup> FCEI, sondage *Votre voix*, mené du 2 au 20 novembre 2023, n = 3 265. Question : Dans quelle mesure est-il important pour votre entreprise que le gouvernement du [province/territoire] prenne chacun des engagements suivants? (Sélectionner une seule réponse pour chaque ligne) - Aider les employeurs à faire face aux pénuries de main-d'œuvre.

<sup>3</sup> FCEI, sondage *Efficacité des programmes provinciaux de soutien à l'emploi*, mené du 17 au 30 octobre, n = 300. Question : Au cours des trois dernières années, quels programmes provinciaux de soutien à l'emploi avez-vous utilisés pour combler les pénuries de main-d'œuvre?

<sup>4</sup> FCEI, sondage *Efficacité des programmes provinciaux de soutien à l'emploi*, mené du 17 au 30 octobre, n = 154. Question : Pourquoi n'avez-vous pas utilisé de programmes de soutien à l'emploi? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes). Remarque : La somme des pourcentages dépasse 100, car les répondants pouvaient sélectionner plus d'une réponse.

<sup>5</sup> FCEI, sondage *Efficacité des programmes provinciaux de soutien à l'emploi*, mené du 17 au 30 octobre, n = 123. Question : Quel a été l'impact des programmes de soutien à l'emploi sur votre entreprise? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes). Remarque : La somme des pourcentages dépasse 100, car les répondants pouvaient sélectionner plus d'une réponse.

<sup>6</sup> Gaudreault, Simon, et Alchad Alegbeh. *Le CUEC et la dette des PME au printemps 2023 : fonte ou grisaille?*, FCEI, 2023.

<sup>7</sup> FCEI, sondage *Efficacité des programmes provinciaux de soutien à l'emploi*, mené du 17 au 30 octobre, n = 114. Question : Dans l'ensemble, comment évaluez-vous les aspects suivants de votre expérience avec les programmes de soutien à l'emploi? (Sélectionner une réponse par ligne).

<sup>8</sup> Certains répondants ayant bénéficié d'une subvention salariale ont utilisé la Subvention salariale d'urgence du Canada.

<sup>9</sup> FCEI, sondage *Efficacité des programmes provinciaux de soutien à l'emploi*, mené du 17 au 30 octobre, n = 114. Question : Comptez-vous continuer d'utiliser les programmes de soutien à l'emploi dans les 12 prochains mois? (Sélectionner une seule réponse).

<sup>10</sup> Bomal, Laure-Anna, et François Vincent. *La semaine de 8 jours : l'impact des pénuries de main-d'œuvre sur le nombre d'heures travaillées par les propriétaires de PME canadiennes*, FCEI, 2023.

<sup>11</sup> FCEI, sondage *Efficacité des programmes provinciaux de soutien à l'emploi*, mené du 17 au 30 octobre, n = 23. Question : Pourquoi comptez-vous cesser d'utiliser les programmes de soutien à l'emploi? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes). Remarque : La somme des pourcentages dépasse 100, car les répondants pouvaient sélectionner plus d'une réponse.

<sup>12</sup> FCEI, sondage *Efficacité des programmes provinciaux de soutien à l'emploi*, mené du 17 au 30 octobre, n = 114. Question : Quels autres types de soutien gouvernemental aideraient votre entreprise? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes). Remarque : La somme des pourcentages dépasse 100, car les répondants pouvaient sélectionner plus d'une réponse.

<sup>13</sup> Nicolaj, Juliette. *Un potentiel à exploiter : comment encourager tous les groupes d'âge à participer à la vie active*, FCEI, 2023.

<sup>14</sup> Emploi et Développement social Canada, 2022, rapports de contrôle et d'évaluation de l'assurance-emploi, Chapitre 3 : Incidence et efficacité des prestations d'emploi et soutien aux travailleurs et aux employeurs (partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*).

<sup>15</sup> Le gouvernement fédéral accorde environ 2 G\$ chaque année à toutes les provinces et tous les territoires; il s'agit de la plus importante source de financement pour l'élaboration de programmes de soutien à l'emploi.

<sup>16</sup> Calculs de la FCEI fondés sur les données annuelles sur les caractéristiques de la population active. En ligne : [https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410032701&request\\_locale=fr](https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410032701&request_locale=fr).

<sup>17</sup> Compilations personnalisées fournies par Emploi et Développement social Canada.

<sup>18</sup> À l'exercice 2020-2021, le gouvernement fédéral a fourni aux provinces de l'Atlantique un financement supplémentaire de 84,8 M\$ pour soutenir les travailleurs et les employeurs touchés par la pandémie.

<sup>19</sup> Calculs de la FCEI fondés sur les données annuelles sur les caractéristiques de la population active. En ligne : [https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410032701&request\\_locale=fr](https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410032701&request_locale=fr).

## À propos de la FCEI

La FCEI est une organisation non partisane qui représente exclusivement les intérêts de 97 000 PME au Canada. Sa capacité de recherche est inégalée puisqu'elle permet la collecte de renseignements concrets et récents auprès de ses membres sur des enjeux qui touchent quotidiennement leur fonctionnement et leurs résultats financiers. À ce titre, la FCEI est une excellente source de renseignements à jour dont les gouvernements peuvent profiter pour élaborer des politiques qui touchent le milieu des petites entreprises canadiennes.

Pour en savoir plus, consultez le site [fci.ca](http://fci.ca).

Ressources supplémentaires

Questions ou demandes de données :

[recherche@fci.ca](mailto:recherche@fci.ca)

Toutes les recherches de la FCEI :  
[fci.ca/recherche](http://fci.ca/recherche)

X  
[@CFIB\\_FCEI\\_Stats](https://twitter.com/CFIB_FCEI_Stats)

## À propos de l'auteure



### Beatrix Abdul Azeez Analyste des politiques

Beatrix Abdul Azeez est analyste des politiques, Terre-Neuve-et-Labrador, à la FCEI. Elle a travaillé sur de nombreux dossiers portant sur des questions de main-d'œuvre qui touchent les PME.

Avant de se joindre à la FCEI, Beatrix a travaillé comme spécialiste socioéconomique et a mené des travaux de recherche sur l'emploi et l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador aux fins d'évaluations des répercussions environnementales.

Elle détient un baccalauréat ès arts avec spécialisation en économie et un certificat en politiques publiques de l'Université Memorial de Terre-Neuve.

